

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL  
DE BOGOTÁ

N° 1 – 6 janvier 2022.

### En bref

Le 3 décembre dernier, le Président chinois Xi Jinping s'est adressé à la communauté latino-américaine et caribéenne lors de la 3<sup>e</sup> réunion ministérielle du Forum Chine-CELAC pour partager son souhait de donner un nouvel élan à la coopération bilatérale dans la région. Les échanges commerciaux entre la Chine et les pays de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC) s'élèvent au cours des

3 premiers trimestres 2021 à 331 Mds USD, un chiffre en augmentation de 45,5% par rapport à la même période de l'année 2020; et d'ici 3 ans, l'objectif chinois est d'augmenter la valeur de ces échanges à 500 Mds USD. Pour y parvenir, en septembre dernier, Pékin a fait connaître son intérêt à participer au Partenariat global et progressif transpacifique (CPTPP), un accord de libre-échange entre différents pays bordant le Pacifique (dont les États-Unis ne font pas partie). Le Chili et le Pérou, deux des membres de cet accord, constituent la porte d'entrée pour la grande puissance orientale, premier partenaire commercial de ces deux pays.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 331 MDS USD.

C'est la valeur des échanges entre la Chine et les pays de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC) au cours des 3 premiers trimestres de 2021.

## BOLIVIE

**8 entreprises internationales restent en course pour l'exploitation de lithium bolivien.**

Des suites d'un appel à projets lancé en avril 2021 par Yacimientos de Lito Boliviano (YLB) en vue de sélectionner des partenaires et des technologies pour l'extraction directe de lithium, le nom des entreprises préselectionnées a été rendu public. Parmi les 8 entreprises retenues, 4 sont chinoises: Catl Brunp & Cmoc, Fusion Enertech, Citic Guong et TBEA. Cette dernière avait signé dès 2019 un accord avec YLB pour l'exploitation conjointe des gisements de lithium de Pastos Grandes et Coipasa. Le géant argentin Tecpetrol et le russe Uranium One Groupe figurent aussi parmi les sociétés préselectionnées

pour réaliser des installations pilotes. Enfin, les Américains Lilac Solutions et EnergyX (start-up fondée il y a 3 ans, sans expérience dans l'extraction de lithium) complètent cette liste où ne figure aucune entreprise française.

## COLOMBIE

**La production de charbon a augmenté de 18,7 % et constitue 12,4 % des exportations du pays.**

La production minérale colombienne est restée stable au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2021 et a confirmé la réactivation durable du secteur. La production de charbon en particulier a bénéficié de la bonne dynamique de son prix, qui atteignait en octobre dernier un record historique de 215,4 USD par tonne. Les ventes cumulées de janvier à septembre s'élèvent à 39,2



M de tonnes, et la production du 3<sup>e</sup> trimestre a cru de 18,7 % comparée à la même période en 2020. Le charbon représente ainsi 12,4 % des exportations colombiennes, 55 % des exportations minières et 51,9 % du PIB minier sur les 3 premiers trimestres de 2021.

### **Le tourisme international a augmenté de 29,1 % en décembre, en dépit du variant Omicron.**

En décembre 2021, la migration colombienne a enregistré 688.688 entrées de voyageurs dans le pays, un chiffre en augmentation de 29,1 % par rapport au mois de novembre. Par ailleurs, la compagnie aérienne Avianca a transporté plus de 1,95 M de passagers sur le mois. Le flux touristique de décembre s'explique par le succès des festivités organisées ce mois-ci, sans que le variant Omicron ne parvienne à affecter leur taux de participation. La célèbre feria de Cali, du 25 au 30 décembre, a connu un taux d'occupation des hôtels de 66 %. Au total, 24.700 personnes sont entrées dans la ville, dont 19 % étaient des touristes internationaux. A Santa Marta, pendant le week-end de Noël, le taux d'occupation des hôtels était de 80 %, et ce taux pouvait monter jusqu'à 95 % dans certaines stations balnéaires.

### **La convention de non-double imposition avec la France est entrée en vigueur.**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2022, la convention de non-double imposition entre la France et la Colombie est entrée en vigueur. Cette convention signée en juin 2015 a été ratifiée par la Colombie en décembre 2021 (suite à la décision publiée par la Cour constitutionnelle et les échanges de notes entre les deux pays les 21 et 23 décembre dernier). La convention vise à donner un cadre fiscal stable entre les deux pays, en évitant la

double imposition et prévenant la fraude et l'évasion fiscales en ce qui concerne les impôts sur le revenu et sur la fortune. Elle sera applicable aux résidents des deux Etats. Cet outil bénéfique pour nos entreprises s'ajoute à l'accord commercial avec l'Union Européenne en vigueur depuis 2013 et à l'accord bilatéral de protection et de promotion réciproque des investissements, en vigueur depuis octobre 2020. Cette convention améliorera la compétitivité des entreprises nationales, bénéficiera aux particuliers et ouvrira plus d'opportunités d'investissements et commerciales dans le pays, la France étant le premier employeur étranger en Colombie avec plus de 120.000 emplois directs et 200.000 emplois indirects au sein de ses 250 filiales implantées en Colombie.

## **ÉQUATEUR**

### **L'exécutif officialise la réduction progressive de l'impôt sur les sorties de devises.**

Le 22 décembre, l'exécutif a officialisé par décret la réduction progressive de la taxe sur les sorties de devises (ISD), qui sera réduite de 0,25 % à chaque trimestre de 2022, au début des mois de janvier, avril, juillet et octobre. Cette mesure devrait avoir un impact fiscal de 200 MUSD par an. Cette décision de réduire de 1 point de pourcentage l'ISD, prise par le Président Guillermo Lasso, a suscité des réactions positives de la part de la communauté d'affaires et des analystes économiques. Entre janvier et novembre 2021, selon les données du Servicio de Rentas Internas, l'ISD a permis de collecter 1,095 Md USD, un chiffre supérieur à l'année 2020 mais encore inférieur à la collecte de 2019, de 1,271 Md USD.

## PÉROU

### Las Bambas reprend ses opérations.

Le 31 décembre, la mine Las Bambas, qui produit 2 % du cuivre mondial, a repris ses opérations après 12 jours d'arrêt. L'entreprise chinoise MMG a conclu un accord en 11 points avec le gouvernement et les communautés de la province de Chumbivilcas (Cusco) qui bloquaient les routes d'accès à la mine. Celui-ci prévoit l'inclusion de ces communautés dans la « zone d'intérêt social et environnemental » de la mine, le goudronnage de l'autoroute concernée (la poussière soulevée par les camions était un des points de discordance) et des efforts de la part de l'entreprise pour inclure les habitants dans la chaîne de production. Toutefois, certaines communautés ne sont pas entièrement satisfaites, et des réunions de suivi sont prévues pour mi-janvier.

### Le Congrès n'approuve que très partiellement la délégation des facultés législatives sollicitée par le gouvernement.

L'exécutif avait sollicité fin 2021 une délégation de facultés législatives au Congrès afin de pouvoir légiférer rapidement en matière budgétaire, financière, fiscale et de réactivation économique. La sollicitation du gouvernement a certes été acceptée, mais le champ de la délégation de facultés s'avère très limité. Ainsi, l'exécutif ne pourra pas introduire de changements sur la fiscalité s'appliquant au secteur minier (une des principales promesses du Ministère de l'Économie), aux revenus immobiliers, aux ventes d'actifs immobiliers et financiers, aux personnes naturelles ou aux plateformes de streaming. En revanche, il pourra

légiférer en matière de lutte contre l'évasion fiscale et la contrebande, mettre en place des exonérations de TVA (aliments, intrants agricoles et monnaie électronique), améliorer la collecte fiscale des municipalités, diminuer la fiscalité portant sur l'agro-exportation, l'aquaculture et le secteur forestier (une proposition de loi vise à abaisser à 15 % l'impôt sur les sociétés pour la production aquacole, forestière et de thon) et élargir le mécanisme dit « Obras por Impuestos » aux travaux d'entretien d'infrastructures.

## SURINAME

### Le conseil d'administration du FMI approuve un prêt de 688 MUSD sur 3 ans.

Mercredi 22 décembre, le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé un prêt de 688 MUSD sur trois ans en faveur du Suriname, dans le cadre de son programme EFF (Extended Fund Facility). Le prêt, dont environ 55 MUSD ont été déboursés immédiatement, a notamment pour but de reconstituer les réserves de change du pays, après que le gouvernement surinamais a pris la décision de passer à un taux de change flottant. En outre, le prêt est conditionné à une politique d'assainissement budgétaire qui permettra de ramener la dette publique du Suriname à des niveaux soutenables, ainsi que de moderniser le cadre de la politique monétaire et de change, à stabiliser le système financier et à renforcer la capacité institutionnelle du pays à lutter contre la corruption.

## VENEZUELA

## Le parlement de l'opposition approuve le maintien de Juan Guaidó au poste de président par intérim.

Lundi 3 janvier, le leader de l'opposition Juan Guaidó a été ratifié comme responsable de la présidence du Venezuela, un statut que ce dirigeant avait adopté en 2019 avec le soutien de la communauté internationale pour tenter de déloger du pouvoir le Président socialiste Nicolás Maduro. Par cette mesure, les députés du Parlement à majorité d'opposition qui avait été élu en 2015, mais dont le mandat s'est achevé en janvier 2021, ont maintenu leur non-reconnaissance de la présidence de Nicolás Maduro, et ce malgré les dernières élections législatives de novembre dernier. Juan Guaidó a été renouvelé pour un mandat de douze mois continus.

## La BCV publie des règles pour la constitution des réserves obligatoires.

La Banque Centrale du Venezuela (BCV) a publié une résolution sur les règles régissant la constitution des réserves obligatoires, par laquelle elle maintient un taux de réserves obligatoires de 85 % pour les banques nationales. Ainsi, 85 % des dépôts reçus par les banques resteront gelés dans l'institution centrale, jusqu'à la modification de cette règle par le Conseil d'administration de la BCV. Les réserves obligatoires doivent être constituées en monnaie légale. Le calcul, la déclaration et le contrôle des réserves obligatoires pour les opérations en devises sont effectués séparément des réserves obligatoires pour les opérations en monnaie nationale, puisqu'en cas d'opérations en devises, les banques doivent maintenir une réserve obligatoire de 31 % du montant total des

obligations nettes. Les établissements bancaires ayant un déficit de réserves obligatoires devront payer à la BCV un coût financier calculé quotidiennement.

## La collecte fiscale s'élève à 2,4 Mds USD en 2021.

La collecte fiscale du Venezuela publiée par la Surintendance s'élève à près de 2,4 Mds USD en 2021, ce qui représente une augmentation de 57 % par rapport à la collecte de 2020, et une augmentation de 18 % par rapport à celle de 2019. Une composante importante de cette augmentation est liée à la surévaluation de la monnaie, qui contribue à ce que le montant collecté en USD soit si élevé. Cependant, observée en Bolívares réels, la collecte fiscale a augmenté de plus de 100 %. 47 % des impôts sont récoltés par le biais de la TVA, 17 % grâce à l'impôt sur les revenus, et 12 % par les douanes.

## Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 6 janvier 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	641 817	53 873	19 848	1 666	1,2 M	7%	4,7 M	37%
Equateur	553 201	30 653	33 686	1 867	1,6 M	9%	12,6 M	70%
Colombie	5 219 633	100 956	130 140	2 517	10 M	19%	28,5 M	56%
Pérou	2 318 543	68 870	202 904	6 027	2,9 M	9%	21,6 M	65%
Venezuela	445 680	15 741	5 341	189	6,8 M	24%	11,6 M	40%
Am. du sud	40 309 186	n.d	1 193 460	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
<b>BOLIVIE</b>	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
<b>COLOMBIE</b>	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
<b>EQUATEUR</b>	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
<b>GUYANA</b>	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
<b>PEROU</b>	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
<b>SURINAME</b>	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
<b>VENEZUELA</b>	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
<b>ARGENTINE</b>	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
<b>BRESIL</b>	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
<b>CHILI</b>	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
<b>MEXIQUE</b>	128,9	1133,2	-8,2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)